



Mine de bauxite en Amazonie : nous appelons Glencore à agir!

Et si le barrage cède ?

Au cœur de la forêt amazonienne, les communautés fluviales de Saracá, Boa Nova et Macedônia vivent dans une peur constante. À seulement quelques kilomètres de leurs maisons s'étendent les immenses bassins de rétention de la mine de bauxite Mineração Rio do Norte (MRN). Les habitant·e·s redoutent qu'une rupture des digues retenant ces bassins n'entraîne des conséquences catastrophiques pour les personnes et pour l'environnement. Une enquête mandatée par Voices révèle que ces communautés continuent de souffrir d'un manque de transparence et d'un profond sentiment d'insécurité. Depuis 2023, le groupe suisse Glencore est actionnaire de MRN. Nous appelons l'entreprise à user de son influence pour répondre aux préoccupations des communautés concernées.

Dans l'État du Pará, au nord du Brésil, Laudencilse Ferreira de Oliveira vit avec sa famille au bord d'un bras de rivière, accessible en bateau. Quand le soleil se couche,

le paysage semble idyllique : des poules picorent dans la cour, des cochons grognent dans l'enclos, des enfants jouent au bord de l'eau. Mais cette tranquillité est trompeuse. À quelques kilomètres de là se trouvent les bassins de rétention de Mineração Rio do Norte (MRN), où sont stockés les résidus boueux issus de l'extraction de la bauxite. Même invisibles, ces digues hantent le quotidien de Laudencilse : « Ces barrages sont immenses [...] Que deviendrions-nous si l'un d'eux cédaient soudainement ? »

Les communautés de Saracá, Boa Nova et Macedônia se situent en aval des bassins de MRN, la plus grande mine de bauxite du Brésil. C'est ici qu'est extrait le minerai à l'origine de l'aluminium utilisé dans nos voitures, téléphones portables ou canettes. Les dimensions du site sont vertigineuses : 27 bassins de rétention, et un système d'élimination couvrant l'équivalent de près de 2400 terrains de football. Pour les riverain·e·s, ces digues représentent une menace permanente.



Anciennement la
Société pour les
peuples menacés



Bassins de rétention de la Mineração Rio do Norte (MRN) à Oriximiná, au Brésil, 2016. Les bassins servent à stocker les résidus provenant de l'extraction de la bauxite.

Au Brésil, les catastrophes de Mariana (2015, Samarco) et de Brumadinho (2019, Vale) restent gravées dans les mémoires : des centaines de morts, des rivières empoisonnées, des régions entières dévastées. L'idée qu'un tel drame puisse se reproduire en Amazonie hante les esprits. « Un jour d'orage, un barrage peut céder... Cela peut arriver pendant notre sommeil », explique Laudenilse.

Méfiance et manque d'informations

Selon l'enquête de la plateforme indépendante Observatório da Mineração, les classifications de risque des barrages de MRN à Saracá et Oriximiná ont été modifiées plus de cinquante fois depuis 2017, souvent sans explication claire. Des digues autrefois jugées à risque sont désormais considérées comme conformes.

Sur demande de Voices, MRN souligne que ses installations respectent les exigences légales, qu'elles sont « régulièrement inspectées par les autorités compétentes » et soumises à une surveillance continue. L'entreprise indique également que toute modification des classifications structurelles a été effectuée conformément à la législation brésilienne. MRN n'a cependant pas précisé les conséquences concrètes de ces changements pour les communautés riveraines, ni les détails techniques de la construction des digues.

Edinilson Gemaque dos Santos, habitant de Saracá, dit se sentir livré à lui-même : « Notre principale inquiétude, ce sont les barrages. Nous n'avons aucune information, et je n'ai jamais pu visiter les zones considérées comme critiques. »

Une peur qui domine le quotidien

La peur s'est installée dans la vie de tous les jours. Beaucoup parlent de nuits sans sommeil, d'une tension permanente. « Nous vivons avec notre santé mentale fragilisée, confie Rabelo. Nous dormons, mais ce n'est plus le sommeil d'avant. » Les promesses non tenues nourrissent la colère. Après le drame de Brumadinho, MRN aurait promis l'installation de sirènes, des exercices d'évacuation et des plans d'urgence. Mais les communautés affirment n'avoir rien vu de cela : « Ils sont venus, ont beaucoup parlé, mais

il n'y a jamais eu d'entraînement ni de sirène », déplore Ilson dos Santos Gemaque.

En réponse aux questions de Voices, MRN a répondu que des sirènes existent dans la région, sans toutefois préciser leur localisation ni la zone couverte. L'entreprise indique qu'un exercice d'urgence a eu lieu en 2024, mais sans confirmer si les communautés riveraines y ont participé.

Pour les habitant·e·s de la région, il n'en va pas seulement de sécurité, mais de leur mode de vie. Depuis des générations, ils vivent de la pêche, de leurs jardins et de la forêt. Leur culture et leur existence sont intimement liées à l'eau. « Ils disent qu'il n'y a pas de risque pour la vie humaine, seulement pour l'environnement, déclare José Augusto Sarmento. Mais sans environnement, il n'y a pas de vie pour nous non plus. »

Laudenilse Ferreira de Oliveira confie : « Nous nous battons pour notre eau, nos forêts, nos animaux. C'est notre vie ici. Et chaque jour, nous craignons que tout cela disparaisse en un instant. »

Glencore est actionnaire

Les craintes des habitant·e·s dépassent les frontières locales. Depuis 2023, le groupe suisse Glencore détient 45 % des parts de MRN et dispose d'une représentation au sein du conseil d'administration. Cette position lui donne la possibilité d'influencer les politiques de sécurité et de transparence de MRN.

José Domingos Rabelo, de Boa Nova, affirme : « Glencore devrait prendre les communautés plus au sérieux. Et la population suisse doit savoir que tout n'est pas en ordre ici. Les entreprises détruisent tout et ne nous laissent rien. »

En réponse à Voices, Glencore précise qu'il est « actionnaire minoritaire et ne contrôle ni n'exploite la mine ». Le groupe indique toutefois qu'il « participe au conseil d'administration et à divers comités de MRN, afin de soutenir la direction dans ses efforts pour appliquer les meilleures pratiques du secteur ».

Les communautés fluviales réclament avant tout la transparence et la sécurité : la réalisation d'études indépendantes sur la structure et la sûreté des digues, une information claire et accessible, et des plans d'urgence élaborés et publiés en concertation avec les populations locales. « La seule solution réelle serait une enquête indépendante, sans lien avec la mine. Mais nous ne l'avons pas, parce qu'on nous laisse dans le noir », dit Rabelo.

Des voix qui ne se taisent pas

Malgré la peur, les habitant·e·s refusent le silence. Ils témoignent, interpellent, exigent. Pour eux, le silence autour des risques protège les entreprises, pas les personnes. C'est pourquoi Voices, conjointement avec les communautés riveraines, demande à Glencore de respecter ses propres directives et, sur la base des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains ainsi que des Lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales, de prendre des mesures afin que MRN assure la transparence sur la construction des barrages, fasse vérifier de manière indépendante la sécurité des barrages et élabore et publie, en collaboration avec les communautés riveraines concernées, des plans d'urgence et d'évacuation.

Texte : **Melisa Okçuoğlu**, stagiaire Communication

Cet article s'appuie sur les recherches du journaliste Niklas Franzen (voir interview page 8).

Photo couverture : La vie quotidienne à Boa Nova. © Niklas Franzen

Amplifiez les voix de Saracá, Boa Nova et Macedônia !

« Nous espérons de tout cœur que rien n'arrive, car si quelque chose se passe, ce sera la fin pour nous. »
Raimundo Pontes Ramos, Saracá

« Parfois, je pars avec mon petit-fils vers la mine pour couper des palmiers afin de fabriquer du tessum (tissage artisanal), et cette peur ne me quitte pas : celle qu'un accident survienne et que nous soyons pris au piège. » Raimundo da Silva, Saracá

Découvrez les histoires des habitant·e·s et la situation sur le terrain, et soutenez nos revendications auprès de Glencore !



Editorial

« Voir les liens, assumer ses responsabilités » : dans l'interview (p. 8), le journaliste Niklas Franzen résume avec justesse ce qui constitue clairement le fil rouge du numéro actuel du magazine Voices : quatre récits provenant de quatre régions du monde, dont les traces mènent toujours en Suisse. Le premier récit nous emmène dans l'Amazonie brésilienne : autour de la plus grande mine de bauxite du Brésil, MRN, les communautés riveraines vivent dans une peur permanente : « Et si le barrage cède ? » Avec les personnes concernées, Voices demande donc dans sa nouvelle campagne au groupe suisse Glencore d'utiliser son influence en tant qu'actionnaire et de prendre au sérieux les préoccupations des communautés locales. Pour en savoir plus, consultez l'article (p. 1-3) et l'infographie (p. 4-5).

Le prochain article (p. 6) traite de Gaza : compte tenu de la situation fragile en Israël et en Palestine, Voices demande à nouveau au conseiller fédéral Cassis de s'engager activement en faveur des habitant·e·s de Gaza et du respect du droit international et des droits humains en Israël et en Palestine car la Suisse doit faire plus ! Même lorsqu'il s'agit des droits fondamentaux en Suisse et de la protection des Tibétains et des Ouïghours contre la répression transnationale, le Conseil fédéral fait preuve d'une étonnante réticence. Découvrez ce qui a été fait ou non depuis le début de l'année (p. 7).

La dernière histoire se déroule dans l'Arctique (p. 7) : là-bas, les Samis se défendent contre la destruction de leur espace de vie, avec le soutien de Voices, notamment face aux acteurs financiers derrière lesquels se cachent souvent des intérêts suisses. Voices continuera à s'engager pour une politique et une économie suisses responsables. Avec votre soutien, vous pouvez nous aider à poursuivre ce travail.

Je vous souhaite une lecture stimulante.

Anna Leissing, directrice de Voices

IMPRESSUM

Voices 4, décembre 2025 **Editrice** : Voices, Birkenweg 61, CH-3013 Bern, 031 939 00 00, info@voices-ngo.ch, www.voices-ngo.ch **Compte pour les dons** : Banque Cantonale Bernoise BCBE : IBAN CH05 0079 0016 2531 7232 1 **Rédaction** : Dominique Schärer, Melisa Okçuoğlu **Mise en page** : Tania Brügger Márquez **Collaboratrices pour ce numéro** : Julia Büsser, Anna Leissing, Selina Morell, Tabea Willi **Parution** : semestrielle **Tirage** : 3500 exemplaires **Impression** : Mattenbach AG; imprimée sur Plano Speed **Abonnement** : 30 francs par an (sera déduit une fois par an de votre don) **Cotisation** : dès 80 francs par an.

Et si le barrage cède ?

Dans le nord du Brésil, plusieurs communautés vivent dans la peur. Elles craignent la rupture d'un barrage dans une mine de bauxite dans laquelle le groupe suisse Glencore, spécialisé dans les matières premières, a investi en tant qu'actionnaire. Des tonnes de déchets y sont stockées dans des bassins de rétention. Les communautés riveraines concernées craignent qu'une rupture ait des conséquences catastrophiques. Au Brésil, au cours des dix dernières années, deux ruptures de barrage dévastatrices se sont produites : à Mariana (Samarco) et Brumadinho (Vale).



Charge des bassins de rétention

Les 27 bassins retiennent des millions de tonnes de boue minière. Les digues pouvant atteindre 20 mètres de hauteur représentent une menace constante pour les communes situées en aval.



Un géant au plein cœur de l'Amazonie

MRN est la plus grande mine de bauxite au Brésil, un géant en plein cœur de l'Amazonie où, selon leurs propres données, plus de douze millions de tonnes de minerai sont extraites par année.



Relations avec la Suisse

Glencore est actionnaire de MRN depuis 2023, avec une participation de 45 %. Nous appelons Glencore à prendre au sérieux les préoccupations des communautés et à promouvoir la transparence et la sûreté.



Quantité de déchets

Le système d'élimination des déchets de la mine couvre environ 1900 hectares, une surface aussi grande que 2400 terrains de foot en plein cœur de la forêt amazonienne.

Nous voulons vivre en sécurité !



Les communautés craignent qu'une rupture du barrage ait des conséquences dévastatrices. Elles redoutent pour leurs moyens de subsistance, les rivières et la forêt.



Les habitant-e-s rapportent qu'ils-elles n'ont jamais été préparé-e-s à une situation d'urgence. Ils-elles ne savent pas s'il y a des sirènes ou comment se comporter en cas de rupture de barrage.



Les communautés se sentent mal informées sur la sécurité des barrages. Personne ne sait ce qui se passerait en cas de rupture.



La peur d'une rupture de barrage est omniprésente dans le quotidien des gens. Nombre d'entre eux dorment mal, vivent dans la peur constante et craignent de perdre tous leurs moyens de subsistance.



Les communautés riveraines craignent qu'une rupture du barrage ne provoque le déversement de déchets et de résidus de bauxite dans les rivières, détruisant ainsi les moyens de subsistance des populations.

Gaza : la Suisse doit prendre ses responsabilités



Jabalia, bande de Gaza : Un enfant transporte des bidons d'eau à travers les décombres d'un quartier résidentiel.

Une solution politique durable au conflit israélo-palestinien passe aussi, au-delà du cessez-le-feu, par une action déterminée de la communauté internationale. En tant qu'État dépositaire des Conventions de Genève et siège du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, la Suisse a une responsabilité particulière concernant la paix et les droits humains dans la région.

L'accord conclu le 9 octobre 2025 entre Israël et le Hamas laissait entrevoir une fin à la dernière escalade de violence malgré de nombreuses violations du cessez-le-feu et bien que des questions importantes telles que le désarmement du Hamas n'aient pas été clarifiées.

Mais compte tenu de la situation fragile en Israël et en Palestine, il est clair : pour une solution à long terme, il faudra plus qu'un cessez-le-feu, une libération des otages et des détenu-e-s, la levée du blocus sur l'aide humanitaire et le retrait des troupes israéliennes. « La paix ne se limite pas à l'absence de guerre. Elle nécessite la reconstruction rapide à Gaza, des solutions politiques et des perspectives économiques, ainsi que le traitement juridique des crimes de guerre et le strict respect des droits humains et du droit international », déclare Anna Leissing, directrice de Voices.

Il faut également que les crimes de guerre fassent l'objet d'un examen juridique. Deux années durant, la population civile palestinienne de Gaza a subi les bombardements de l'armée israélienne. La destruction totale des habitations et des infrastructures civiles, le blocus sur l'aide humanitaire et la famine systématique ont causé la perte d'innombrables vies humaines. L'ONU, les expert-e-s en droit international et les ONG étaient finalement arrivés à la conclusion qu'Israël commet un génocide à Gaza. « Rien ne peut justifier les crimes de guerre atroces commis par le gouvernement israélien à Gaza, explique Anna Leissing. De même, rien ne justifie le terrible attentat du Hamas contre des civil-e-s israélien-ne-s en octobre 2023 ni les autres crimes de guerre commis par le Hamas à Gaza. »

La Suisse a une responsabilité

En tant que petite organisation de défense des droits humains, nous ne disposons, au sein de Voices, ni des ressources nécessaires ni du savoir-faire interne pour travailler sur la question de Gaza. Nous soutenons toutefois les appels et les actions pour que la Suisse prenne enfin ses responsabilités en la matière. Car en tant qu'État dépositaire des Conventions de Genève et siège du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, la Suisse a

une responsabilité particulière, même si les combats ont cessé. La Suisse doit user de tous les moyens à disposition pour défendre le respect des droits humains, la paix et la justice en Israël et en Palestine. Nous saluons les mesures adoptées pour soutenir le plan de paix américain, mais elles ne vont pas assez loin. Il faut plus que 20 millions de francs pour l'aide humanitaire et la promotion du dialogue. Nous demandons un soutien à long terme pour la reconstruction, la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État, l'arrêt de la coopération militaire avec Israël, des sanctions contre les hauts responsables du gouvernement israélien et les colons violents, ainsi qu'un engagement continu en faveur des droits humains, de la promotion de la paix et un travail de mémoire en Israël et en Palestine.

Texte : Dominique Schärer, Communication

Répression transnationale : absence de mesures contraignantes

Au début de l'année, le Conseil fédéral confirmait officiellement dans un rapport que la République populaire de Chine surveillait, intimidait et faisait pression sur les communautés exilées aussi en territoire suisse. Ceci constitue une atteinte claire aux droits fondamentaux et à la souveraineté suisse. Les mesures prises par la Confédération restent insuffisantes.



Suite au rapport de la Confédération, la recherche internationale « China Targets » a mis en lumière, en avril, l'ampleur de la surveillance exercée par la Chine à l'étranger. Des cas en Suisse ont également été révélés au grand public : des militant-e-s pour les droits humains sont suivi-e-s et observé-e-s à Genève, même sur le terrain de l'ONU.

Le Parlement a déjà agi : la motion 25.3419 « Protéger les communautés persécutées contre les activités d'influence d'États étrangers » a été adoptée à une grande majorité cet été par le Conseil national, puis par le Conseil des États (33 voix pour et 2 voix contre) durant sa session d'automne 2025. Le Conseil fédéral est ainsi appelé à renforcer la protection des communautés vivant en Suisse contre la surveillance et l'intimidation étrangère. Si des modifications de loi sont nécessaires, il se doit de les proposer aux Chambres fédérales.



Le rapport publié en février par le Conseil fédéral concernant la situation des personnes tibétaines et ouïghoures en Suisse a documenté, à partir d'une étude externe, la façon dont les acteurs chinois harcèlent, ici en Suisse, les membres de ces communautés. Le Conseil fédéral a annoncé que le thème serait intégré dans le dialogue sur les droits humains mené avec la République populaire de Chine et qu'il analyserait les potentielles mesures de protection et de soutien. Depuis septembre 2025, un interlocuteur officiel a été nommé au niveau fédéral : Martin von Mural, délégué de la Confédération et des cantons pour le Réseau national de sécurité RNS, est désormais « en charge de la répression transnationale ». Le thème obtient ainsi plus de poids au niveau institutionnel.

Toutefois, la situation pour les personnes tibétaines et ouïghoures ne s'est pas vraiment améliorée dans les faits. « Nous demandons à ce que le Conseil fédéral s'engage activement dans l'élaboration de mesures contraignantes, notamment avec des points de contact faciles d'accès et la sensibilisation des autorités de police et de la migration », déclare Selina Morell, responsable de programme chez Voices. En outre, la protection contre la répression transnationale doit être intégrée dans le cadre des négociations en cours sur l'extension de l'accord de libre-échange avec la Chine, comme l'a exigé le Parlement déjà en août 2024.

Texte : Melisa Okçuoğlu, stagiaire Communication

Résister en s'informant : un manuel financier rédigé par et pour les militant-e-s sami-e-s

La transition énergétique verte en Scandinavie se fait au détriment des Sami-e-s : leurs territoires sont de plus en plus fragmentés par des projets miniers, infrastructurels et énergétiques, auxquels participent également des investisseurs suisses. Afin de pouvoir s'y opposer efficacement, Voices, le Conseil sami, des expert-e-s sami-e-s et le Tallgrass Institute ont organisé des formations en ligne ainsi qu'un atelier dans le nord de la Norvège. Les connaissances ainsi rassemblées ont été consignées dans un manuel financier qui sert de base aux militant-e-s sami-e-s, aux communautés samies et au Conseil sami pour leur travail avec les acteurs financiers.

La pression sur les territoires samis augmente actuellement de manière dramatique. De précieux pâturages pour les rennes sont détruits, que ce soit par l'exploitation des matières premières ou la construction d'énormes parcs éoliens. Ces interventions menacent les moyens de subsistance et le patrimoine culturel des Sami-e-s. Bien que les pays nordiques soient considérés comme des pionniers en matière de droits humains, bon nombre de ces projets sont mis en œuvre sans le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) des personnes concernées, violant ainsi les normes internationales.

La loi européenne sur les matières premières critiques risque d'aggraver la situation : afin de garantir l'approvisionnement de l'Europe, de nouveaux projets d'exploitation minière doivent être facilités dans le nord, souvent dans les territoires traditionnels des Sami-e-s. L'UE risque ainsi de compromettre ses propres obligations en matière de droits humains. Les gouvernements ne protégeant pas suffisamment les droits des peuples autochtones, le Conseil sami et les militant-e-s misent de plus en plus sur la collaboration avec les acteurs financiers. Cependant, ceux-ci sont souvent peu sensibilisés aux risques liés aux droits humains dans les pays nordiques, dont la bonne réputation est trompeuse.

La mise en œuvre du projet a été rendue possible grâce au précieux soutien de notre financement participatif. Merci beaucoup !

Texte : Tabea Willi, responsable du programme Arctique



«Ce n'est qu'en connaissant le contexte qu'il nous sera possible de prendre nos responsabilités.»

Le journaliste allemand Niklas Franzen s'intéresse depuis de nombreuses années à la situation au Brésil. Il a publié un ouvrage sur l'ex-président Bolsonaro et rapporte régulièrement des informations du pays, notamment sur la situation des communautés autochtones en Amazonie. Pour Voices, il a récemment investigué sur la mine de bauxite située sur la rivière Trombetas. Nous avons parlé avec lui de sa motivation, des difficultés de son travail et de l'avenir du Brésil.

Interview : Melisa Okçuoğlu et Dominique Schärer, Communication / Photo : mäd

D'où viennent ta fascination et ton intérêt pour le Brésil ?

Tout a commencé par une relation personnelle. En 2009, j'ai rendu visite à un ami brésilien dont j'avais fait la connaissance pendant mon service civil en Irlande du Nord. Je suis tout de suite tombé amoureux du pays, où j'ai par la suite étudié et travaillé. Depuis, j'y reviens régulièrement. Nous passons les mois d'hiver à Rio de Janeiro.

Qu'est-ce qui te motive à informer sur l'Amazonie ?

L'Amazonie est un milieu de vie aussi fascinant que complexe. Beaucoup de gens n'en ont qu'une vision stéréotypée. La réalité est bien plus complexe : il s'agit d'un espace immense très varié doté d'une longue histoire et de formes de vie différentes. J'ai à cœur d'informer de manière nuancée, car la région est étroitement liée avec l'Europe en raison du changement climatique, mais aussi des activités des groupes internationaux. Le fait de parler couramment le portugais me permet de retranscrire fidèlement les voix qui s'élèvent dans cette région.

Tu as rendu visite à des communautés riveraines situées près de la mine MRN. Quelle a été la plus grosse difficulté durant ce voyage ?

Très clairement le manque de coopération de la part de l'entreprise. Au début, on m'a assuré que je pourrais visiter la mine. Puis, on me l'a refusé. Et je n'ai eu pour seule réponse à ma liste détaillée de questions qu'une prise de position générale ne répondant à aucun des griefs. Il est choquant de constater que MRN soigne une image écoresponsable vers l'extérieur, mais qu'elle manque totalement de transparence dans une telle situation. Je considère cela comme une atteinte à la liberté de la presse et je n'ai jamais vécu un comportement de ce genre.

Qu'est-ce qui t'a particulièrement touché durant ce voyage ?

Ce qui m'a le plus impressionné est le lien qu'entretiennent les communautés riveraines avec leur environnement. J'ai vécu dans leurs maisons, participé aux cultes, mangé avec eux et partagé leur quotidien. Durant tout ce temps, j'ai aussi ressenti leur peur profonde d'une potentielle rupture de barrage. Après les catastrophes à Mariana et Brumadinho, la peur qu'un tel scénario se reproduise est omniprésente. Ce mélange d'étroite connexion avec la nature et de menaces pour leur existence m'a particulièrement bouleversé.

Le Brésil est un pays de contrastes. Comment envisages-tu l'avenir des communautés autochtones ?

La condamnation de Bolsonaro a lancé un signal fort et montré que les institutions démocratiques peuvent poser des limites aux projets autoritaires. En même temps, les autochtones risquent toujours de perdre leurs droits. Les communautés autochtones et traditionnelles ont montré une grande force de résistance tout au long de l'histoire, malgré le colonialisme, la violence et l'oppression. Aujourd'hui, elles sont de nouveau mises à rude épreuve, pas seulement politiquement parlant, mais aussi à cause de la demande mondiale en soja, en or ou en bauxite. Leur avenir ne dépend pas seulement du Brésil, mais également des pays occidentaux.

Que peuvent faire les gens en Suisse ?

Tout d'abord s'intéresser et comprendre ce qui se passe au Brésil. Il ne s'agit pas seulement de changer sa consommation personnelle, mais de remettre réellement en question les grands acteurs économiques et politiques. La Suisse est par exemple un pays de transit important pour l'or, avec toutes les conséquences que cela engendre pour l'environnement et les droits humains dans les régions d'extraction. Il convient également de se poser les bonnes questions sur la « transition énergétique », prétendument verte, qui ne doit en aucun cas se faire aux dépens des communautés autochtones. Ce n'est qu'en connaissant le contexte qu'il nous sera possible de prendre nos responsabilités.

À propos de la personne

Niklas Franzen est journaliste et auteur. Il fait des reportages du Brésil, notamment pour le quotidien berlinois taz et d'autres médias germanophones. En 2021, il a publié un ouvrage sur la droite brésilienne « Brasilien über alles ? Bolsonaro und die rechte Revolte ». Il travaille principalement sur la démocratie, les mouvements sociaux, le populisme de droite et la responsabilité de l'Occident en matière de destruction de l'environnement et de violation des droits humains. Il investigate également dans d'autres régions du monde, mais revient régulièrement en Amazonie.